

HUITIEME PARTIE

BRUXELLES PENDANT LA REVOLUTION DE 1830

L'HYPOTHÈSE D'UNE SÉPARATION ADMINISTRATIVE EST ENVISAGÉE PAR L'OPPOSITION NATIONALE

GUILLAUME I^{ER}, DISIONS-NOUS, AVAIT PRIS UNE ATTITUDE menaçante. (*Supra*, p. 249). Dans un message, adressé aux États généraux, accompagnant un projet de loi contre les abus de la presse, il condamnait le principe du gouvernement parlementaire.

Les termes de ce message soulevèrent l'indignation des opposants belges. De Potter y répondit par la publication d'une « Lettre de Démophile au roi sur le nouveau projet de loi contre la presse... », définissant avec vigueur la conception libérale de l'État constitutionnel et représentatif et se terminant par la menace non déguisée d'une séparation administrative de la Belgique d'avec la Hollande.

Commentant ce réquisitoire, le journal *Le Belge* écrivait : « si le gouvernement persiste dans sa marche impolitique, s'il continue à humilier, à vexer, à persécuter les Belges, la possibilité d'une *séparation entre le Nord et le Midi*, qui ne paraît encore qu'une hypothèse, deviendra une réalité, car déjà cette idée germe dans toutes les têtes. » (1)

L'opposition mettait donc en cause la question de l'existence même de l'État. Du plan de la légalité, où elle s'était maintenue jusqu'alors, elle glissait à celui de la révolution.

Opposition et gouvernement se déclaraient la guerre.

Le gouvernement destitua quelques fonctionnaires, fit intenter un nouveau procès pour délit de presse.

A ces mesures, l'opposition répond, à Bruxelles, par l'organisation de *banquets civiques* et par l'accentuation de la campagne contre un « ministère odieux, dont les principes, le système, les plans, les moyens d'exécution, tout en un mot, est impopulaire, anti-national ». (2)

Lors du banquet organisé en l'honneur de Ducpétiaux, à l'hôtel de la Paix, le buste de « l'honorable M. de Potter » (3) occupait une place d'honneur, sur une estrade. Les journaux réservaient une rubrique spéciale au « Bulletin des Petits Carmes ». Le 12 février, ce bulletin annonce que les prisonniers sont toujours au plus rigoureux secret.... et continuent à se bien porter.

Alors que les quotidiens hollandais publiaient d'innombrables articles dénonçant les abus

(1) N° du 4-1-1830.

(2) *Le Belge*, 25-1-1830.

(3) impliqué dans le procès ainsi que les journalistes Tielemans, Bartels et de Nève, et comme eux, emprisonné aux Petits-Carmes.

de la presse (1) ceux de l'opposition poursuivaient leur ardente campagne en faveur d'une liberté totale en matière de presse et de publications. « La liberté de la presse est le palladium de toutes les libertés », proclamait *Le Belge* (2); cette liberté est légitime et nécessaire, tel était le thème développé par L. F. de Robiano de Borstbeeck dans son « *Exposition des sentiments catholiques* ».

En avril, le procès des journalistes fut plaidé devant la Cour d'Assises du Brabant méridional. Le public en suivit le développement avec passion. Le compte rendu des débats occupait toutes les colonnes des journaux d'opposition. Mais l'issue de l'affaire n'était pas douteuse. La condamnation était certaine; de Potter et ses collègues furent frappés de la peine du bannissement (30 avril 1830).

Aussitôt circulèrent des listes de souscription au profit des victimes. La crise politique devenait de plus en plus aiguë.

*L'influence des « Trois Glorieuses »
sur les événements en Belgique.*

Or voici que parvient à Bruxelles la nouvelle du succès des trois journées révolutionnaires de Paris qui, à la monarchie autoritaire de Charles X, substituent la monarchie constitutionnelle et parlementaire de Louis-Philippe d'Orléans.

Les journaux belges l'annoncent avec une évidente satisfaction, citant les traits de bravoure et de dévouement des insurgés. Et ils posent des questions comme celles-ci : « Dans les circonstances actuelles que va faire notre gouvernement? Serait-il prudent de nous laisser faire chaque jour des parallèles désavantageux pour notre pays? »

Dans les rues, la foule s'assemble pour commenter les événements. Elle attend avec impatience les informations de France. Libry-Bagnano, directeur du journal officieux *Le National*, dans une lettre privée, rend compte au ministre Van Maanen de

l'état des esprits à Bruxelles. « En rentrant ce soir à dix heures de l'imprimerie du *National*, écrit-il, le 31 juillet j'ai reçu quelques insultes verbales, mais peu bruyantes. J'ai cependant très distinctement entendu, dans le nombre, *Van Maanen à la lanterne, à bas les Hollandais.* »

En août, l'excitation s'accroît encore. Le 26, des fêtes et des illuminations devaient avoir lieu à l'occasion de l'anniversaire du roi. Mais la police, informée de ce qu'une manifestation anti-gouvernementale se préparait, prend la précaution de décommander les festivités prévues.



Fig. 190. Partisan volontaire de Bruxelles lors de la révolution contre Guillaume 1^{er} de Hollande en 1830.

(1) L'un d'eux se terminait par ce bout-rimé : « *Razen en schelden* } Les cris et vociférations durent rarement.
Duren zelden » }

(2) N° du 25-2-1830.

La manifestation du 25 août et l'émeute consécutive.

La manifestation en cause éclata le 25 août. On jouait ce soir-là « La Muette de Portici » au théâtre de la Monnaie. La salle était bondée d'un public bourgeois. Au dehors, sur la place, le populaire se pressait, nombreux et agité. Bien que prévenues, les autorités publiques n'avaient pris aucune mesure spéciale.

Tout à coup, au moment où le ténor La Feuillade — interprétant le rôle du héros napolitain Masaniello — entame l'air :

« Amour sacré de la Patrie,
Rends-nous l'audace et la fierté,
A mon pays je dois la vie,
Il me devra la liberté »,

la foule des assistants se dresse, acclame à tout rompre, chante et crie. Les jeunes gens se précipitent vers la sortie, comme s'ils n'avaient attendu que ce signal, se mêlent au populaire attroupé devant le théâtre, et l'entraînent aussitôt vers les bureaux de l'odieux *National* et vers la demeure de son directeur détesté, Libry-Bagnano. Les vitres sont brisées à coups de pierre, les meubles mis à sac. C'est l'émeute. Elle gronde davantage à mesure qu'aux « gens bien mis » qui, peu à peu, s'éclipsent, se joint puis se substitue, d'heure en heure plus nombreuse, la populace des impassés et ruelles.

Les émeutiers se procurent des armes dans le stock des boutiques d'armuriers qu'ils assaillent. Ainsi pourvus, ils se précipitent en avalanche vers les demeures des représentants de l'autorité publique : bourgmestre, chef de la police, procureur du roi, ministre de la justice, général commandant de la garnison.

Les détachements de police qui s'essayaient à arrêter leur course se voient contraints de s'effacer; plusieurs corps de garde sont désarmés; la troupe régulière et la gendarmerie elles-mêmes sont impuissantes. Au matin, elles se retireront dans le haut de la ville, devant le Palais, leurs chefs n'osant adopter une attitude énergique.

Aspect social de l'émeute.

Toute la nuit, la ville a été au pouvoir de l'émeute. Les autorités semblent anesthésiées.

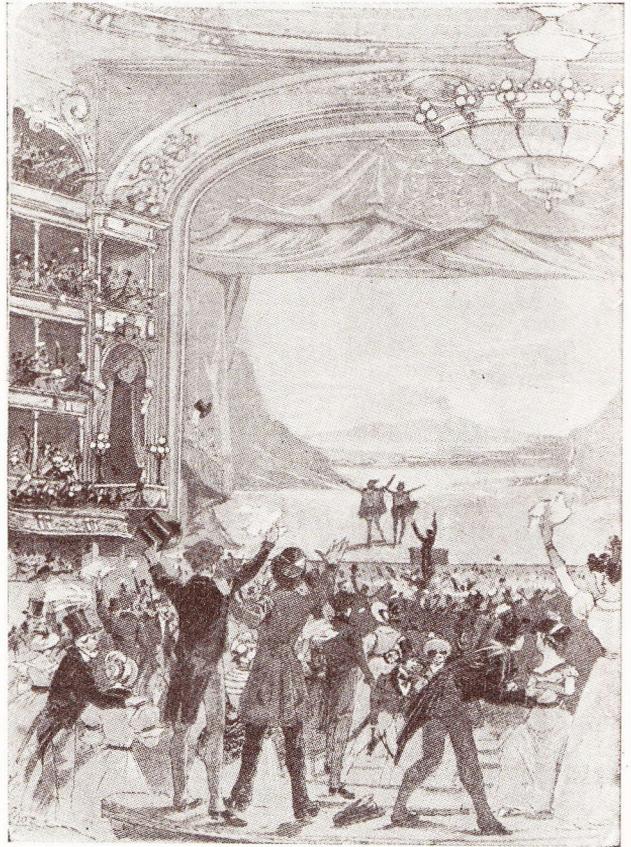


Fig. 191. La salle et la scène du théâtre de la Monnaie, le soir du 25 août 1830, au moment de l'exécution du célèbre duo de *La Muette de Portici* :

« Amour sacré de la Patrie
Rends nous l'audace et la fierté... »

Cliché prêté par la *Radio-Scolaire* (I. N. R.)

Cependant les choses prennent une tournure singulière, bien différente de celle qu'envisa-geaient les partisans d'une « opposition légale, paisible et grave ».

Voici, en effet, que la foule déchaînée s'en prend à la propriété privée. Des bandes pé-nètrent de force dans les fabriques équipées de machines, les mettent à sac, dans certains cas même y boutent le feu. (1) Les ouvriers fileurs surtout sont acharnés à cette tâche destructrice. Mais les ouvriers imprimeurs ne le sont pas moins.

Au 16 septembre 1830, le nombre des individus prévenus d'avoir incendié des fabri-ques s'élevait déjà à plus de soixante.

Ceux qui, nombreux en ce moment, croupissent dans la plus noire misère et sont ex-

cédés de voir que l'administration municipale a continué à prélever l'impôt sur l'abat-tage, se joignent aux émeutiers.

Aussi n'est-ce pas seulement les ateliers où l'on travaille « à la mé-canique » qui sont l'objet de la colère populaire. Celle-ci se tourne aussi contre les maisons de plaisance que les fam-illes riches de la capitale possèdent dans les villages environnants.

Il semble, par ailleurs, que des agents français excitent au désordre. N'entend-on pas

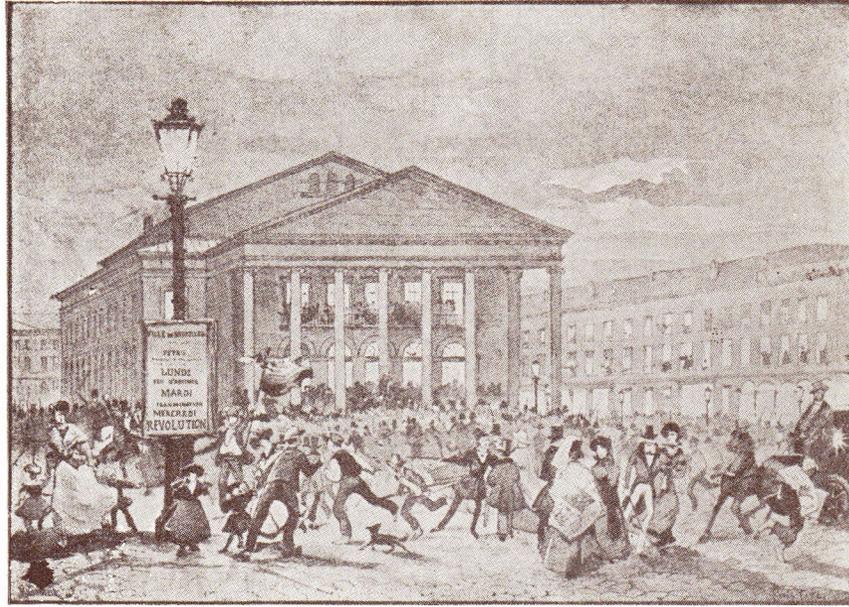


Fig. 192. Place de la Monnaie, à la sortie du Théâtre. Muette de Portici.
Cliché Radio-Scolaire.

hurler *La Marseillaise* et crier : « Vive la France »? Ne voit-on pas une cocarde bleu-blanc-rouge à certaines boutonnieres? N'a-t-on pas arboré les couleurs françaises à l'Hôtel de ville?

Est-ce cela que voulait l'Union catholico-libérale? Évidemment non. Aussi, dès le len-demain de l'émeute, le baron Emmanuel d'Hoogvorst et plusieurs nobles et bourgeois de trempe énergique prennent-ils des mesures de défense sociale. Se substituant de fait aux autorités publiques, ils décident de constituer une *garde bourgeoise* pour assurer le res-pect de la propriété et le maintien de l'ordre dans la rue.

A leur appel, les volontaires se présentent nombreux. En moins de deux jours, 8 à 10.000 sont à la disposition d'Hoogvorst, chargé du commandement en chef. Dans leurs rangs,

(1) Les fabriques de MM. Basse, Rey, Wilson, Bosdevex et Bal, notamment, sont ainsi détruites.

les divers éléments de la société se confondent : nobles, rentiers, industriels, petits débitants et employés, voire simples « ouvriers en blouse ». (1)

Des postes permanents sont établis dans les différents quartiers; des patrouilles sont organisées. Pour faciliter leur action, les habitants sont invités à « illuminer leurs maisons » la nuit.

Le matin du 27 août, des attroupements ouvriers s'étant formés sur la Grand'Place et réclamant du pain, d'Hoogvorst, pour les calmer, leur annonce que la Régence dans le courant de la journée, a ordonné l'organisation de distributions de vivres.

Pendant les jours suivants de nouveaux incidents se produisent. Le peuple ne cesse de réclamer du pain. Dans l'après-midi du 28 une bande d'environ deux ou trois cents hommes se heurte à un détachement de gardes bourgeoises devant l'hôtel de ville. Le soir l'ordre est encore sérieusement troublé, notamment dans la ville haute, où la foule tente de désarmer une patrouille bourgeoise. Celle-ci fait feu, couchant plusieurs hommes sur le pavé et en blessant plusieurs autres.

En septembre encore, l'inquiétude provoquée par l'attitude du petit peuple reste vive. En vérité, la situation de la classe ouvrière est de plus en plus pénible à mesure que les opérations commerciales sont plus entravées par l'incertitude de l'avenir. C'est qu'en effet « un grand nombre de fabricants et manufacturiers suspendent leurs travaux » et, par suite, font grossir la masse des sans-travail.

A peine l'ordre semble-t-il rétabli que çà et là surgit un nouveau foyer d'insurrection. Dans la nuit du 10 septembre, des groupes d'ouvriers tentent encore, mais en vain, de désarmer des pelotons de la garde bourgeoise. Le lendemain soir, l'agitation dans divers quartiers fait appréhender une attaque contre plusieurs postes.

Mais la milice d'Hoogvorst patrouille sans relâche et, d'autre part, des mesures sont prises par la Régence, puis par le Comité de Sûreté publique en vue d'apaiser les esprits : crédits aux manufacturiers afin de les aider à occuper leur personnel; distribution de cartes de pain aux indigents par les soins des maîtres des pauvres et des capitaines des gardes bourgeoises; mise en chantier de divers travaux d'utilité publique (curage du canal, aménagements au boulevard extérieur, entre la porte de Hal et celle d'Anderlecht, etc.)

Les ouvriers bruxellois seuls étaient admis à ces travaux. Ceux qui avaient plus de dix-huit ans recevaient un salaire journalier de 50 cents; ceux de moins de dix-huit ans, 25 cents.

Une proclamation de la Régence interdisait tout attroupement de plus de cinq personnes sur la voie publique et faisait connaître que la cloche de retraite serait dorénavant sonnée à 10 heures du soir (au lieu de 11 1/2 h.)

La Révolution politique.

Pendant que la garde bourgeoise rétablissait la sécurité publique et rassurait les possédants, la situation politique évoluait rapidement.

Une quarantaine de citoyens, réunis à l'hôtel de ville pour envisager l'attitude à prendre à l'égard du gouvernement central, décidèrent d'envoyer une députation au roi afin de lui faire connaître les desiderata de l'opposition : redressement des griefs, prompt convocation des États Généraux, maintien du bon ordre dans la capitale laissé aux soins des gardes bourgeoises et non à l'armée hollandaise.

(1) P. t. VI, p. 376.

La députation comprit Frédéric de Sécus, membre des États Généraux, l'avocat Alexandre Gendebien, le comte Félix de Merode, le négociant Palmaert et le baron Joseph d'Hoogvorst, ancien maire de la ville.

Au moment où elle partit de Bruxelles, les deux fils du roi, le prince d'Orange et le prince Frédéric, quittaient La Haye, à la tête de quelques régiments. Le soir du 30 août, environ 6.000 hommes et une vingtaine de canons était rassemblés à Vilvorde.

Apprenant la marche des troupes hollandaises, les Bruxellois s'empresment de prendre des mesures de défense. Ils s'occupent de confectionner des cartouches, s'emparent à la caserne Sainte-Élisabeth de deux pièces de canon et d'un approvisionnement de poudres qu'ils transportent à l'hôtel de ville; chacun s'arme comme il peut. La ville présente l'aspect d'un vaste camp.

Cependant le prince d'Orange, comptant sur la sympathie qu'il avait toujours inspirée à la population bruxelloise, espérait pouvoir éviter l'emploi de la force. Il convoqua le duc d'AreMBERG, le duc d'URSEL et le baron d'HOOGVORST à son quartier-général, les assurant de ses dispositions bienveillantes. Il leur demanda de faire en sorte que, lors de son entrée dans la ville le lendemain, 1^{er} septembre, il ne vît point d'insignes, cocardes et drapeaux « non légaux ».

Dès qu'elle fut connue en ville, cette demande du prince suscita la plus vive indignation. Prêts à la lutte, les plus ardents se mirent à dépaver certaines rues et à préparer des barricades. Ce que voyant, les chefs de l'opposition décidèrent d'envoyer une nouvelle délégation (1) au Q. G. hollandais. Les arguments développés par les délégués amenèrent les princes à prendre la résolution d'entrer dans la ville, *sans troupes*, entourés seulement de leur état-major.

L'annonce de cette décision souleva une grande allégresse; les délégués furent portés en triomphe. C'est qu'on ne s'attendait pas à un tel résultat. Aussi s'était-on attaché à poursuivre fiévreusement la mise en état de défense de la cité. De tous côtés, des barricades avaient été élevées, principalement aux portes de la ville et, « sur les boulevards, quantité d'arbres avaient été abattus et mis en travers pour empêcher la cavalerie d'agir. »

Des appréhensions identiques travaillaient les habitants des villes et villages brabançons. On en eut la preuve lorsque, le lendemain, vers 10 1/2 h. du matin, apparurent sur la Grand'Place des détachements de gens de Wavre et de Saint-Josse-ten-Noode, armés de fusils, de haches, de piques, de fourches et de coutelas.

Vers midi, le prince entra dans la ville par la porte de Laeken. Il paraissait extrêmement ému et affligé. Sur le parcours du cortège, la foule, qui s'est massée derrière la haie de gardes bourgeois, pousse des cris divers. Quelques « Vive le Prince » sont aussitôt couverts de coups de sifflets, tandis que les « Vive la liberté » et les « A bas Van Maanen » s'élèvent en chœur.

Situation pénible. Le prince, habitué aux acclamations, en est profondément mortifié; il se hâte de gagner son palais. Aussitôt arrivé, il fait rédiger une proclamation annonçant la constitution d'une *Commission* chargée de lui proposer les mesures à prendre pour ramener le calme et la confiance dans les âmes.

La dite Commission se réunit le lendemain, à 9 heures, sous la présidence du duc d'URSEL. Elle fait bientôt connaître, par une proclamation, vue et approuvée par le prince d'Orange, qu'elle promet de soumettre à S. A. R. toutes les mesures utiles au pays.

Mais, loin de calmer l'opinion, cette proclamation l'excite davantage. « Toujours des pro-

(1) Composée comme suit : baron de Secus, prince de Ligne, major baron Van der Smissen, baron Duval, Techman et Michiels.

messes et rien que des promesses » grognent les Bruxellois, et ils brûlent le texte officiel au pied du réverbère qui se dresse au milieu de la Grand'Place.

Leur agitation devient de l'exaspération lorsqu'ils apprennent que le pont — reliant le Palais d'Orange à l'extérieur de la ville, par-dessus le fossé de l'octroi — pont qu'ils avaient démoli au cours de la nuit écoulée, venait d'être rétabli. « On viendra nous égorger la nuit, criaient-ils. Les troupes du dehors donneront la main à ceux qui sont dans le Palais ! Aux armes ! »

On eut toutes les peines du monde à dissiper cette effervescence. Plusieurs chefs de la bourgeoisie, parmi lesquels M. Nicolai, durent s'y employer. D'ailleurs des patrouilles de gardes bourgeois ne cessaient de circuler tout autour du palais.

Et voici qu'arrive en ville une *députation de la ville de Liège*, — notables et officiers de la garde bourgeoise, — bientôt suivie d'une compagnie de citoyens armés. Elle assure que près de 15.000 Liégeois sont prêts à venir au secours de Bruxelles et que, s'il le faut, toute la population se mettra en mouvement. En même temps on apprend par une lettre du journaliste de Potter qu'à Paris des milliers de Belges n'attendent qu'un signal pour voler à l'aide de leurs frères menacés.

Le 3 septembre, la Commission aborde la discussion du point capital, c'est-à-dire la question de la séparation administrative entre le Nord et le Sud. Elle rassemble les raisons diverses, politiques et administratives, militant en faveur de cette solution qui seule, pouvait sauver la Belgique « et conserver cette belle portion du royaume à la dynastie des Nassau ».

Diverses personnalités — membres des États Généraux se trouvant en ce moment à Bruxelles, majors et chefs des sections de la garde bourgeoise — que le prince convoqua individuellement au palais, confirmèrent l'opinion exprimée par la Commission.

Le prince dut se rendre à l'évidence. Il promit d'être auprès de son père l'interprète fidèle des vœux du peuple belge. Dans le courant de l'après-midi, il quittait Bruxelles et le détachement militaire stationné au Palais le suivit.

Le 6 septembre, une dépêche vint annoncer que le ministre Van Maanen avait offert sa démission et que le roi l'avait acceptée (le 3 septembre). Quelques semaines plus tôt, ce sacrifice aurait peut-être satisfait l'opposition. Maintenant il ne pouvait plus rien sauver. Au contraire, il allait apparaître comme un signe de faiblesse, une reculade.

Entre-temps Liégeois et Bruxellois fraternisaient avec la plus grande effusion. Au cours d'un banquet, offert par la garde bourgeoise de la capitale, où chaque convive liégeois était placé entre deux Bruxellois, Sylvain Van de Weyer prononça un toast enthousiaste auquel, en une chaleureuse improvisation, répondit le jeune chef liégeois Charles Rogier.

De tous côtés arrivent des encouragements et des promesses de secours. Genappe et Charleroi envoient des députations; Alost offre 500 hommes; Braine l'Alleud 50 hommes armés et 500 sans armes ; 15.000 Borains sont prêts à marcher; Nivelles a déjà rassemblé 200 volontaires qui n'attendent qu'un signe. Dans la plupart des villages des environs, le drapeau aux trois couleurs brabançonne est hissé au clocher de l'église.

Dans la ville, on continue activement à dresser de puissantes barricades, « selon les règles de l'art ». Les gardes s'exercent journellement au maniement des armes. Des couplets patriotiques sont composés que des bravos mille fois répétés saluent dans les estaminets où, tous les soirs, on les entonne à gorge déployée.

Une revue des troupes devant le palais rassemble environ 7.000 gardes. Tous les jours cette force militaire grandit par l'afflux des soldats belges désertant l'armée régulière et venant se ranger sous les plis du drapeau national.

L'effervescence s'accroît encore lorsque parvient à Bruxelles le texte du discours que le roi vient de prononcer à la séance d'ouverture des États Généraux, réunis à La Haye (le 13 septembre). « Entièrement disposé à satisfaire à des vœux raisonnables, disait le souverain, je n'accorderai rien à l'esprit de faction et ne consentirai jamais à des mesures qui sacrifieraient les intérêts et la prospérité de la nation aux passions ou à la violence. »

Une adresse est aussitôt envoyée aux députés belges à La Haye; elle exprime le mécontentement que l'attitude intransigeante du roi vient de pousser au plus haut degré.

Les patriotes clairvoyants devinent que l'on s'oriente vers une lutte ouverte. Ceux que les événements ont rassemblés à Bruxelles décident de se constituer en club, sous la dénomination de *Réunion centrale*. Ils tiendront leurs assises dans les locaux de Saint-Georges (rue des Alexiens) et admettront le public à assister à leurs délibérations. Leur but est d'informer la *Commission de Sûreté publique*, créée peu de jours auparavant, de l'état des esprits et de suggérer les mesures à prendre éventuellement.

Le 20 septembre, une foule considérable s'agite sur la Grand'Place. Un garde ayant tiré un coup de pistolet une bagarre s'ensuit, au cours de laquelle un homme est tué et deux autres sérieusement blessés.

D'autres attroupements ouvriers se forment sur la place Saint-Michel. La nuit ne les disperse pas. A 6 heures du matin, cette masse se porte à la Grand'Place, puis à la caserne des Liégeois (Sainte-Élisabeth). Après avoir désarmé plusieurs corps de garde bourgeois, et grossie d'heure en heure, elle revient à la Grand'Place vers 10 heures, enfonce les portes de l'hôtel de ville et s'empare de stocks de fusils et de sabres que la Commission de Sûreté avait constitués.

Le peuple est maître dans la ville. Le mouvement va-t-il dégénérer en anarchie? L'autorité publique n'est plus guère représentée que par d'Hoogvorst, la Commission de Sûreté s'étant dissoute. Alors la Réunion centrale décide qu'un *Gouvernement provisoire* doit être formé, dont De Potter, qui va revenir de France, fera partie.

Or, pendant que les États Généraux délibèrent, le roi Guillaume ordonne au prince Frédéric de se servir des forces militaires. Le 21 septembre, des patrouilles de cavalerie hollandaise apparaissent aux abords de la ville. Aussitôt le tocsin retentit; on donna l'alarme, on court aux armes. Des troupes de patriotes sortent par les portes de Laeken, de Louvain et de Namur pour défendre les approches de la ville. Le tocsin sonne également dans les villages, et de nombreux paysans accourent. Louvain envoie trois cents hommes.

Pendant ce temps, on renforce les barricades à l'intérieur. Hommes, femmes et enfants, tout le monde y travaille avec ardeur. Des rues sont dépavées. Dans le grenier des maisons bordant les principales voies de pénétration, on constitue des provisions de pierres, de briques, de bouteilles et d'autres objets pouvant servir de projectiles.

Le 22, les patriotes engagent le combat contre les troupes hollandaises sur le plateau de Dieghem. Le soir même, ils sont forcés de rétrograder vers la cité. Au milieu de la nuit, une fusillade très vive retentit dans la direction des portes de Flandre, de Schaerbeek et de Namur. Le tocsin, de nouveau, alerte toute la population.

Le 23, à huit heures et quart du matin, le canon se met à tonner. L'attaque hollandaise contre la capitale s'annonce. Elle dispose de 14.000 hommes et de 26 bouches à feu.

Va-t-on pouvoir lui résister? Les jeunes démocrates de la *Réunion centrale* ne le pensent guère. Les volontaires ne manquent-ils pas de préparation, d'organisation, d'unité de commandement? Comment pourraient-ils s'opposer à l'armée régulière?

Aussi, dès la soirée du 22, plusieurs d'entre les plus ardents patriotes bourgeois ont-

ils quitté Bruxelles, désespérés. Charles Rogier lui-même, rongé par le désespoir, est parti aussi et erre dans la Forêt de Soignes.

Mais la masse des volontaires ne s'aperçoit même pas de cette défection. Animés d'une foi patriotique à toute épreuve les contingents de Liégeois, de Louvanistes, de Tournaisiens, de Namurois, de Carolorégiens, de Borains et de Flamands, mêlés aux groupes de Bruxellois et de paysans des villages environnants se préparent à la lutte avec une détermination têtue. Les barricades sont bien gardées et seront âprement défendues.

Le prince Frédéric avait divisé ses forces en quatre colonnes, qui devaient attaquer si-



Fig. 193. Episode des trois journées de la Révolution de 1830, peint en 1835, pour compte de l'Etat, par l'Anversois *Gustave Wappers*. Ce tableau, qui orne le Musée de peinture moderne de Bruxelles, est le chef-d'œuvre de l'artiste romantique.

Cliché prêté par la *Radio-Scolaire* (I. N. R.).

multanément la ville basse, par les portes de Laeken et de Flandre, et la ville haute, par les portes de Schaerbeek et de Louvain; l'objectif principal étant le palais, l'effort devait se porter surtout contre les deux dernières nommées.

Aux portes de Flandre et de Laeken, les troupes hollandaises sont rapidement repoussées. A la porte de Louvain, elles se heurtent à une puissante barricade et sont arrêtées. Mais la porte de Schaerbeek, attaquée au canon par le général de Constant Rebecque, chef d'État-major, est emportée d'assaut et l'infanterie hollandaise, progressant par la rue Royale, parvient rapidement à hauteur du Parc. Une grêle de balles l'y accueille, venue des maisons en bordure et de la grande barricade défendant la place Royale. Incapable de pousser plus loin, la troupe se débande et cherche un refuge derrière les arbres du Parc.

L'élan est brisé et les soldats du prince Frédéric sont réduits à la défensive.

Ce succès des volontaires ranime la confiance des jeunes chefs qui, la veille, avaient désespéré du sort. Ils reviennent en hâte, Rogier le tout premier, et joignent leurs efforts à ceux d'Hoogvorst qui, stoïquement, est resté à son poste à l'hôtel de ville, en compagnie de son adjudant, le baron de Fellner, et quelques officiers, tels Jolly et Pletinckx.

On décide de former une *Commission administrative* chargée de la direction générale de la révolution (1). Cette Commission désigne don Juan Van Halen en qualité de commandant suprême des forces nationales.

Le 25 septembre, la Commission se mue en *Gouvernement provisoire*, comprenant outre

les membres de la Commission, Nicolai, Sylvain Van de Weyer, Alexandre Gendebien et le prince Félix de Merode.

Ce que fut l'activité du dit Gouvernement pendant les deux jours qui suivirent son installation mérite d'être rapporté d'après les « Mémoires » d'un de ses membres les plus actifs, Alexandre Gendebien :

«Sauf deux questions importantes, dont je parlerai, il (le Gouvernement provisoire) était absorbé par des incidents, par des détails multiples qui réclamaient son intelligence, toutes ses facultés, au point qu'il n'entendait ni le bruit de la mousqueterie, ni

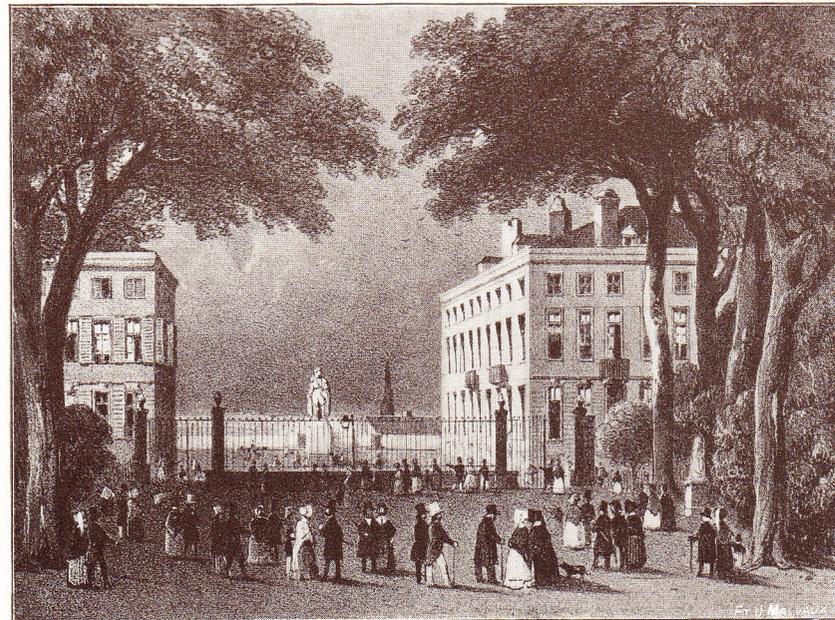


Fig. 194. Le passage ou Escalier de la Bibliothèque, vu du Parc, vers 1850. L'aspect n'est guère modifié aujourd'hui. On reconnaîtra aisément la statue du Général Belliard et la flèche de l'Hôtel de Ville. La gravure est intéressante par ailleurs pour l'étude du costume civil au siècle dernier.

Cliché prêté par le Comité d'études du Vieux-Bruxelles.

même celui du canon. Les Hollandais seraient arrivés jusqu'à la Grand'Place, que nous ne nous en serions pas aperçus.

« C'étaient des volontaires qui venaient à chaque instant nous demander le poste où ils devaient se rendre. Comme il n'y avait pas, quoi qu'on en ait dit, de plan de bataille réglé, nous ne pouvions que les envoyer à la place Royale, où était le véritable champ de bataille, sous le commandement intelligent du brave général Mellinet, qui fut le vainqueur, le véritable héros des quatre journées. »

(1) Membres : Emmanuel Vanderlinden d'Hoogvorst, Charles Rogier, Jolly. Secrétaires : F. de Coppin et J. Vanderlinden.

« A chaque instant, on venait nous demander des cartouches, des gargousses; le commandant en chef, qui n'était que nominal, n'avait pourvu à aucun service, n'avait rien prévu, rien préparé, rien ordonné. Son commandement n'était qu'une pure abstraction.

« L'ardeur, le zèle patriotique, suppléèrent heureusement à toutes les insuffisances, à toutes les imprévoyances, à toutes les prétentieuses nullités.

« Un excellent patriote, M. Van den Brande, fondeur, consacra son atelier à faire des boulets et de la mitraille. On apportait à l'hôtel de ville les projectiles encore chauds. Ils étaient mis en gargousses et portés directement à la place Royale où Mellinet leur laissait à peine le temps de refroidir, pour les envoyer aux Hollandais.

« On faisait des cartouches et même de la poudre chez Schavye, dont l'atelier de reliure était transformé en poudrière et en fabrique de cartouches. On faisait des cartouches dans beaucoup de maisons; chez moi, la cuisinière faisait jour et nuit du bouillon pour les hôpitaux et fondait des balles; ma femme faisait des cartouches, les plus jeunes enfants de la charpie; mes fils et mon domestique faisaient le coup de fusil au Parc. Les cartouches n'auraient manqué nulle part, s'il y avait eu un service réglé pour leur distribution. Heureusement, comme je l'ai déjà dit, le zèle suppléa à l'imprévoyance et à l'absence d'ordre et de direction.

Pendant les quatre journées, tout s'est fait par l'initiative des volontaires appartenant à toutes les classes de la population, sans distinction.

« Le 23 septembre, les Hollandais envahissant le Parc, prirent possession de plusieurs hôtels de la rue Royale. Dès le 24, les volontaires reprirent possession des hôtels. Le 25, ils délogèrent les Hollandais des maisons près de l'escalier de la Bibliothèque; l'expulsion de toutes ces positions occupées par les Hollandais est due à l'initiative des patriotes aussi intelligents que braves.

« Une manœuvre, due encore à l'intelligence, à l'héroïque initiative des volontaires, mérite aussi une mention toute particulière; ils établirent des communications entre les hôtels de la rue Royale; ils pouvaient ainsi observer et suivre les mouvements des Hollandais dans le Parc.

« Après les avoir repoussés d'un côté, ils suivaient leur mouvement et marchaient parallèlement avec eux, dans l'intérieur des maisons. Lorsqu'ils les voyaient à portée, ils faisaient des décharges qui tuaient beaucoup de monde à l'ennemi, et qui avaient de plus l'immense avantage de lui faire croire que toutes les maisons étaient occupées par des forces considérables.

« L'intelligente initiative des patriotes produisit partout les mêmes résultats : la conviction que nos forces étaient décuplées de ce qu'elles étaient réellement, puis l'inquiétude, les surprises, le découragement, la démoralisation de l'ennemi et sa défaite... » (1)

Dans la nuit du 27 septembre, les troupes hollandaises, démoralisées, se retirèrent du Parc et, sans tambour ni trompette, se replièrent vers le Nord. Lorsque, le lendemain matin, les volontaires reprirent le feu ils furent tout étonnés du silence de l'adversaire. Quelques-uns, franchissant les barricades, pénétrèrent alors dans le Parc, et, se glissant d'arbre en arbre, s'avancèrent à l'intérieur. Mais la prudence était superflue. Aucune embuscade n'était tendue; le nid était vide! Bruxelles était délivré!

La nouvelle se répandit instantanément à travers la ville et, sans délai, fut propagée dans le pays tout entier.

(1) « Mémoires d'Alexandre Gendebien », publiés par J. Garsou, p. 295.

LA PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE DE LA BELGIQUE

Le Gouvernement provisoire, dès la veille, avait fait afficher l'invitation à Louis de Potter de rentrer dans sa patrie. Il jugeait que seul le célèbre polémiste jouissait du prestige nécessaire pour être agréé comme chef par la nation entière.

De Potter arriva le 28. La foule, enthousiaste, s'était rendue au-devant de lui, hors la porte d'Anderlecht. Elle l'accompagna de folles acclamations jusqu'à l'hôtel de ville.

Par un manifeste, publié le lendemain, le nouveau membre du Gouvernement provisoire exhortait le peuple à poursuivre à outrance la guerre de libération nationale.

Un *Comité central* était investi du pouvoir exécutif, tandis que des *Commissions spéciales* étaient instituées pour s'occuper des finances publiques, des affaires militaires et de la conduite des négociations diplomatiques.

Le 4 octobre, le Gouvernement provisoire proclamait l'indépendance de la Belgique.

Une série d'*Arrêtés* proclamèrent les différentes libertés qu'en vain les Belges avaient réclamées du régime hollandais : liberté complète de l'enseignement, liberté absolue de la presse, liberté de l'exercice des cultes, liberté d'association.

Un *Congrès national* fut convoqué. Il se réunit à Bruxelles le 10 novembre 1830, dans la salle où siégeaient auparavant les députés des États Généraux. On sait que ce congrès élaborait une *Constitution*, « charte par excellence des libertés modernes », dont, pendant un demi-siècle, divers pays d'Europe, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Roumanie... et la Hollande elle-même — allaient s'inspirer. Le gouvernement de la Belgique serait monarchique, constitutionnel et parlementaire.

BRUXELLES PROCLAMÉ CAPITALE DU ROYAUME DE BELGIQUE

L'article 126 de la Constitution proclama : « La ville de Bruxelles est la capitale de la Belgique et le siège du Gouvernement. » Cette décision s'imposait, non seulement à raison d'un passé séculaire mais encore par le rôle éminent que la capitale brabançonne avait assumé au cours des événements les plus récents. Le rapport de la Section centrale du Congrès n'avait pas manqué de souligner son action héroïque : « Bruxelles, y est-il dit, méritait un témoignage éclatant de reconnaissance pour sa conduite dans les journées de septembre. Cette disposition adoptée par toutes les sections, le fait jouir du bienfait d'être le siège du gouvernement. La constitution lui garantit ce droit » (1).

(1) Cf. *Huyttens*, Discussions du Congrès national de Belgique, 1830-1831, Bruxelles, 1844, t. IV, p. 110.

LOUIS VERNIERS

BRUXELLES

ESQUISSE HISTORIQUE

PRÉFACE
DE

P. BONENFANT

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE BRUXELLES

BRUXELLES
MAISON D'ÉDITION A. DE BOECK
265, RUE ROYALE, 265
1 9 4 1

REMERCIEMENTS

J'AI UNE DETTE DE RECONNAISSANCE ENVERS UN GRAND NOMBRE DE personnes dont le concours me fut infiniment précieux pour la réalisation de l'entreprise dont voici le modeste résultat. Je désire le proclamer dès l'abord.

Du fond du cœur je dis merci à mes amis Paul BONENFANT, professeur à l'Université de Bruxelles et archiviste de la Commission d'Assistance publique de la Ville de Bruxelles, et Eugène COLLIN, chef de division au Service des Archives de la Ville de Bruxelles, dont l'inépuisable bienveillance et la sûre érudition ont grandement facilité mes recherches documentaires dans les dépôts confiés à leur garde.

Je remercie avec la même chaleur mes amis CASTILLE, LAMY et LECLERCQ qui ont bien voulu mettre leurs talents de photographes à mon service, ainsi que MM. GOFFIN, administrateur-trésorier de la Bibliothèque royale de Belgique, LECONTE, conservateur du Musée de l'Armée, LINDEMANS, animateur de la revue *Eigen Schoon en de Brabander*, LODS, du Touring Club de Belgique, MARINUS, chef du Service des Recherches historiques et folkloriques de la Province de Brabant, OPDEBEECK, secrétaire de la Radio-Scolaire (I. N. R.), PERGAMENTI, archiviste en chef de la Ville de Bruxelles et VIANE, secrétaire de la société Uccle-Centre d'Art, lesquels m'ont gracieusement prêté nombre de clichés, ornements de cet ouvrage.

J'exprime aussi ma vive reconnaissance à Madame LECONTE, bibliothécaire bénévole de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles, dont le zèle souriant et la fidèle mémoire de Bruxelloise m'ont procuré maints renseignements utiles. La Commission Administrative de la dite Société d'Archéologie a bien voulu consentir en ma faveur une réduction du taux usuel afférent aux prêts de clichés. Je lui en sais gré.

LOUIS VERNIERS.

LISTE DES ABREVIATIONS

- B. 1. — Bonenfant, Paul, Les premiers remparts de Bruxelles (Annales de la S.R.A.B., t. XL, 1936).
- B. 2. — id. Quelques cadres territoriaux de l'histoire de Bruxelles
(Annales de la S.R.A.B., 1934).
- B. 3. — id. La création à Bruxelles de la Suprême Charité (in Rapport annuel de la Commission d'Assistance publique de la Ville de Bruxelles pour 1928).
- B. 4. — id. Le Problème du paupérisme en Belgique à la fin de l'Ancien Régime.
- B. C. — Bulletin communal de la Ville de Bruxelles.
- D. B. — Dubois, A., Les bourgmestres de Bruxelles depuis 1830 (Bruxelles, 1897).
- D. M. 1. — Des Marez, Guillaume, Guide illustré de Bruxelles, t. I., Monuments civils; t. II., Monuments religieux (éd. T. C. B. 1928).
- D. M. 2. — id. Traité d'architecture dans son application aux monuments de Bruxelles (éd. T. C. B., 1921).
- D. M. 3. — id. Le développement territorial de Bruxelles au Moyen Age (étude de géographie historique urbaine); publié par P. Bonenfant et F. Quicke.
- D. M. 4. — id. L'Origine et le Développement de la Ville de Bruxelles. Le Quartier Isabelle et Terarken (Publication du Comité d'Etudes du Vieux-Bruxelles, 1927).
- D. M. 5. — id. L'organisation du Travail à Bruxelles au XV^e Siècle (Mémoires publiés par l'Académie Royale de Belgique, t. LXV, Bruxelles, 1904).
- F. 1. — Favresse, Félicien, L'Avènement du Régime démocratique à Bruxelles pendant le Moyen Age (Mémoires publiés par l'Académie Royale de Belgique, t. XXX, 1932).
- F. 2. — id. La Keure bruxelloise de 1229 (Bulletin de la Commission Royale d'Histoire, t. XCVIII, année 1934).
- F. 3. — id. Esquisse de l'évolution constitutionnelle de Bruxelles depuis le XII^e siècle jusqu'en 1477 (Annales de la S.R.A.B. 1934).
- H. W. — Henne et Wauters, Histoire de Bruxelles (1845, trois volumes).
- P. — Pirenne, Henri, Histoire de Belgique (7 vol.).
- R. A. — Rapport annuel de la Ville de Bruxelles.
- S.R.A.B. — Société Royale d'Archéologie de Bruxelles.
- T. C. B. — Touring Club de Belgique.
- V. 1. — Verniers, Louis, Démographie et Expansion territoriale de l'Agglomération bruxelloise depuis le début du XIX^e siècle (Bulletin de la Société d'Etudes géographiques, t. V, mai 1935, pp. 79 à 123).
- V. 2. — id. Les transformations de Bruxelles et l'urbanisation de sa banlieue depuis 1795 (Annales de la S.R.A.B., 1934).
- V. 3. — id. La déconcentration urbaine de la Ville de Bruxelles (Mémoires du 1^{er} Congrès de Géographie historique, t. II, pp. 311 et ss.).
- V. 4. — id. Les Impasses de Bruxelles (Le Folklore brabançon, Août-Octobre 1934).
- V. K. — Van Kalken, Frans, Les Commotions populaires en Belgique.
- W. — Wauters, Alphonse, Histoire des Environs de Bruxelles (1850-1857; 3 volumes).